

AVIS AU PUBLIC

CREATION D'UNE ZONE DE PREEMPTION SUR LE SECTEUR DE LA RAVINE DE LA GRANDE-CHALOUPE - COMMUNE DE SAINT-DENIS -

Par décision n° 98-01 du 21 février 2001, la Commission Permanente du Conseil Général a approuvé la création d'une zone de préemption au titre des « Espaces Naturels Sensibles » (article L. 142-3 du Code de l'Urbanisme) sur le secteur de la Ravine de la Grande Chaloupe, sur la Commune de Saint-Denis.

Cette zone de préemption a pour objectif de préserver la qualité des sites, des paysages et des milieux naturels.

Le public est informé que la décision créant la zone de préemption et les plans de situation et de délimitation correspondants peuvent être consultés, les jours ouvrables, aux heures d'ouverture des bureaux, aux adresses suivantes :

Hôtel du Département
Direction de l'Environnement
60, rue Fénélon
97400 Saint-Denis

Mairie de Saint-Denis
14, rue de Paris
97717 Saint-Denis Messag Cedex 9

Le présent avis sera affiché en Mairie pendant une durée d'un mois en application de l'article R. 142-5 du Code de l'Urbanisme.

Le Président du Conseil Général,



YVES LAFONT

OBJET : Création d'une zone de préemption -
Site de la Ravine de la
Grande-Chaloupe - Commune de
Saint-Denis

Annexes : Cartographie de la zone de
préemption : plan de situation, plan
d'assemblage et plan de délimitation

LA COMMISSION PERMANENTE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative aux Espaces Naturels Sensibles, modifiée,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 142-3 et R. 142-3 ;

VU la délibération du Conseil Général n° 16 des 26 et 27 juin 1991 rendant applicable à la Réunion le régime des Espaces Naturels Sensibles ;

VU la délibération du Conseil Municipal de Saint-Denis n° 98/6-34 du 30 octobre 1998 donnant son accord pour créer une zone de préemption sur le site de la Ravine de la Grande-Chaloupe ;

VU l'avis de la Commission Aménagement, Habitat, Environnement du 15 février 2001 ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil Général ;

Après en avoir délibéré,

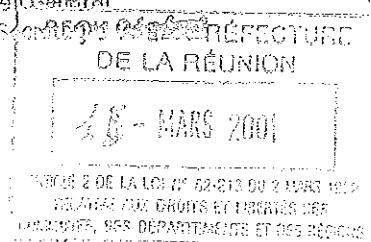
DECIDE

ARTICLE 1 : Une zone de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles est créée sur le site de la Ravine de la Grande Chaloupe - Commune de Saint-Denis.
La zone de préemption est délimitée sur les plans annexés à la présente décision.

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Général est autorisé à engager toutes les démarches utiles et à signer toutes les pièces administratives et financières nécessaires à l'exécution de la présente décision.

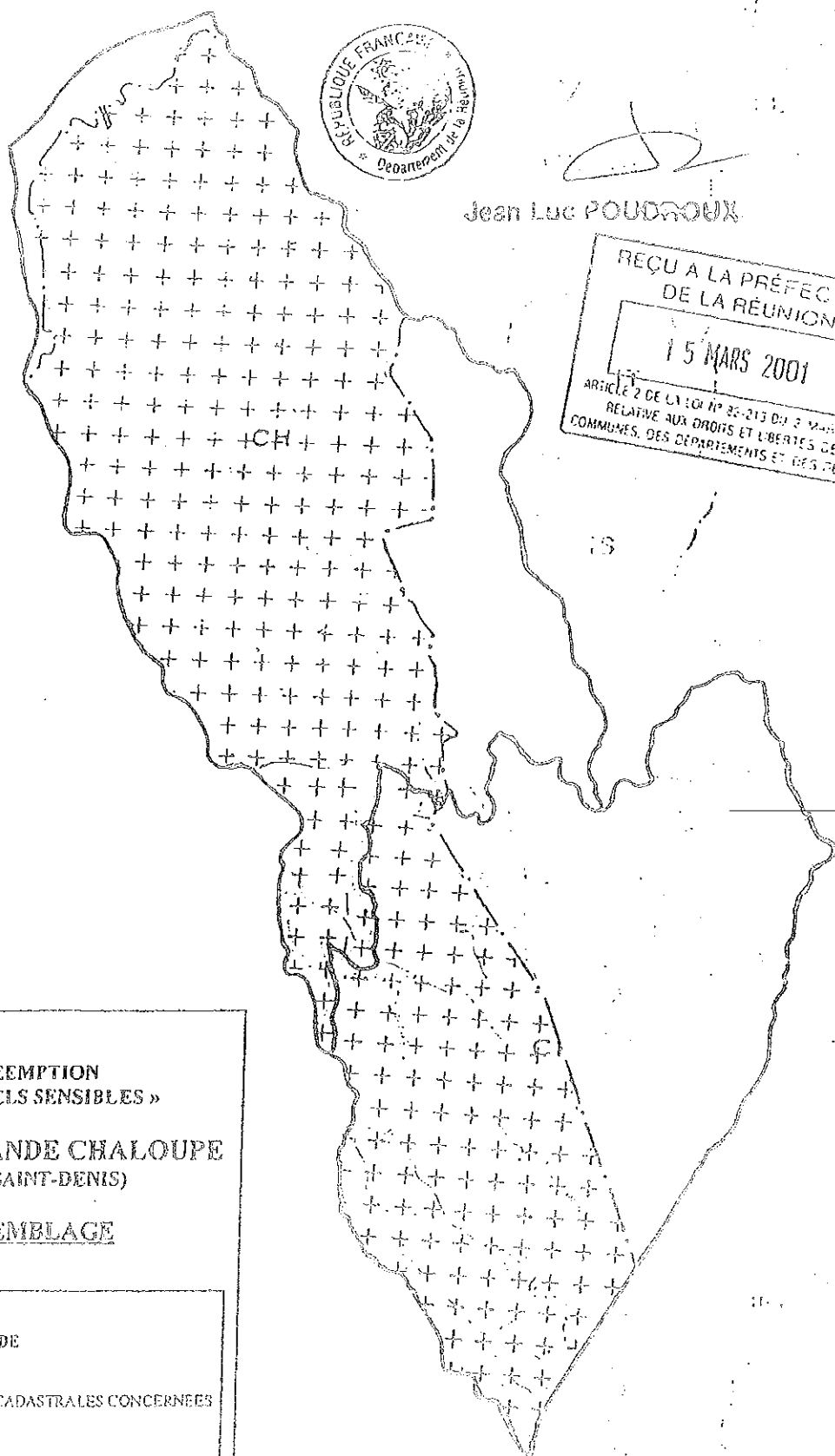
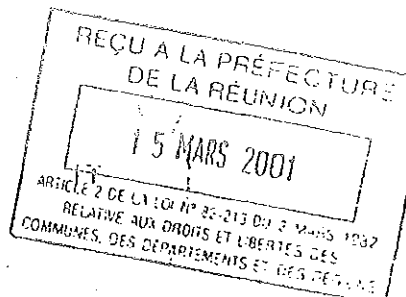
Extrait certifié conforme
Décision exécutoire à compter du
Pour le Président du Conseil Général
Madame Le Directeur du Service
de l'Assemblée

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL,





Jean Luc POUDROUX



ZONE DE PREEMPTION
« ESPACES NATURELS SENSIBLES »

RAYINE DE LA GRANDE CHALOUPPE
(COMMUNE DE SAINT-DENIS)

PLAN D'ASSEMBLAGE

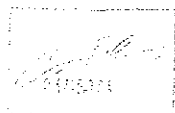
LEGENDE



LIMITE DES PLANCHES CADASTRALES CONCERNÉES



ZONE DE PREEMPTION



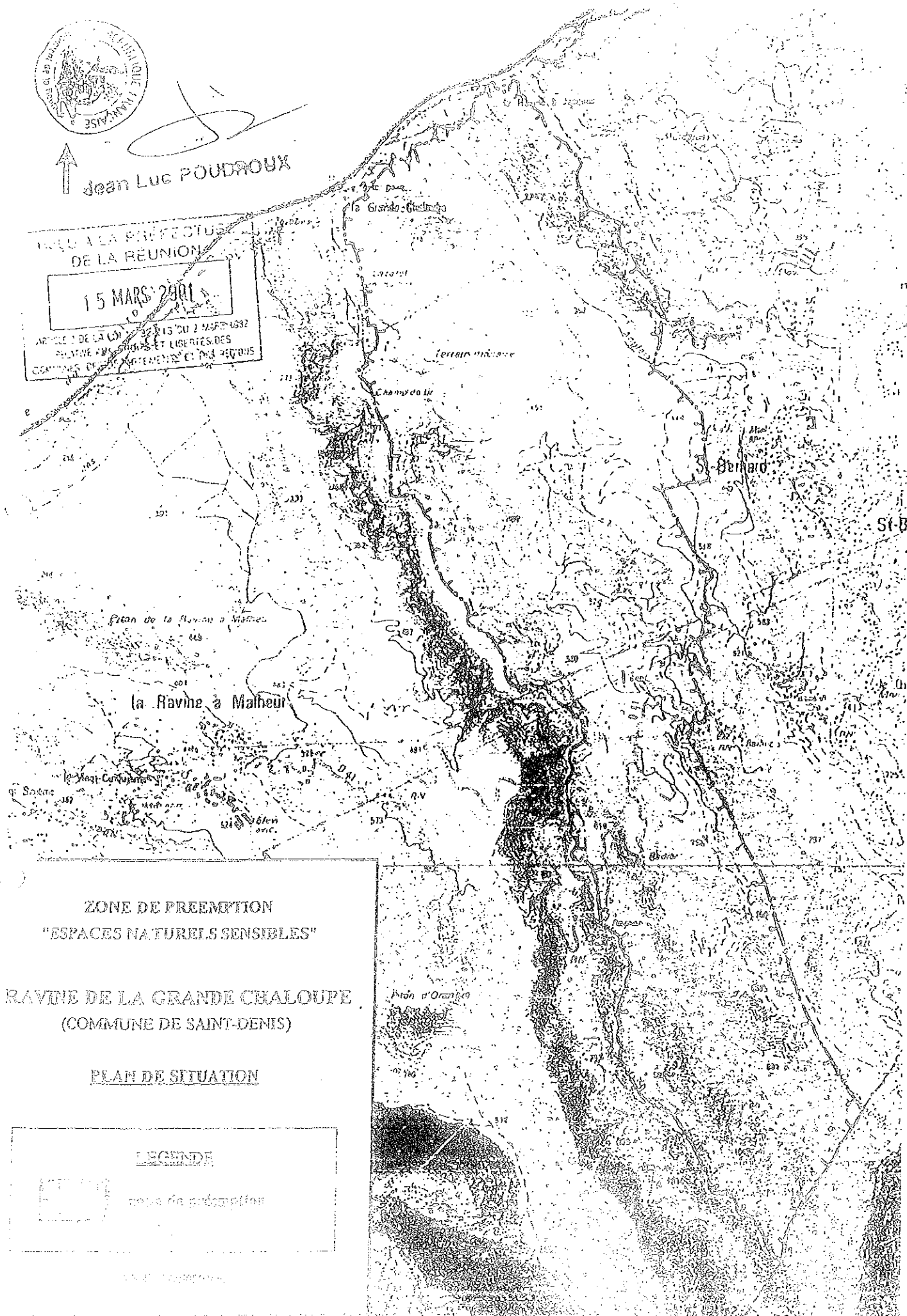


JEAN LUC POUDROUX

DELIVRE A LA PREFECTURE
DE LA REUNION

15 MARS 2001

ARTICLE 1 DE LA LOI N° 32 DU 2 MARS 1992
RELATIVE AUX ZONES ET LIGES DES
COMMUNES DE LA REUNION ET DES REGIONS



Saint-Denis le 13 AVR. 2001

Le Président du Conseil Général

à

Monsieur René-Paul VICTORIA
Maire de Saint-Denis
Hôtel de Ville
97717 SAINT-DENIS MESSAG CEDEX 9

Ref. : N° 0 0 4 2 2

Affaire suivie par : P. Breuil

Objet : Création d'une zone de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles sur la Ravine de la Grande Chaloupe (Saint-Denis) - Affichage en Mairie

P.J. : - Décision de la Commission Permanente du Conseil Général n° 98-01 du 21 février 2001 et dossier de plan
- Avis au public

Recommandé avec accusé de réception

Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la décision de la Commission Permanente du 21 février 2001 approuvant la création d'une zone de préemption sur le secteur de la Ravine de la Grande Chaloupe (Commune de Saint-Denis), accompagnée du dossier de plans correspondants (plan de situation, plan d'assemblage et plan de délimitation).

En application de l'article R. 142-5 du Code de l'Urbanisme, je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire procéder à l'affichage en Mairie de l'avis ci-joint pendant une durée d'un mois en vue de la bonne information du public.

A l'issue de cette formalité, vous voudrez bien me retourner un certificat d'affichage.

Je vous remercie pour votre collaboration.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président du Conseil Général,



Jean-Luc POUPROUX

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

Décret du 27 janvier 2000 autorisant pour une nouvelle période de cinq années la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural de la Réunion à exercer le droit de préemption et à bénéficier de l'offre amiable avant adjudication volontaire

NOR: AGRS9902642D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code civil;

Vu le livre I^{er} (nouveau) du code rural, et notamment ses articles L. 143-1 et suivants, L. 144-1 et suivants, R. 143-1 et suivants et R. 144-5 et suivants;

Vu le code de l'urbanisme;

Vu le décret du 27 janvier 1995 autorisant la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural de la Réunion à exercer le droit de préemption pour une nouvelle période de cinq années;

Vu la proposition du préfet du département de la Réunion,

Décète :

Art. 1^{er}. - La Société d'aménagement foncier et d'établissement rural de la Réunion, agréée par arrêté interministériel du 17 mars 1966, est autorisée, pour une nouvelle période de cinq années prenant effet le 23 mars 2000 à l'expiration de l'autorisation accordée par le décret du 27 janvier 1995 susvisé, à exercer le droit de préemption dans le département de la Réunion, à l'exclusion :

- des zones urbaines telles que ces zones sont inscrites aux documents d'urbanisme rendus publics;
- des zones d'aménagement différé ainsi que des zones d'aménagement concerté.

Art. 2. - La Société d'aménagement foncier et d'établissement rural de la Réunion est autorisée à bénéficier des dispositions de l'article L. 143-12 du livre I^{er} (nouveau) du code rural fixant les conditions dans lesquelles les propriétaires désireux de vendre, par adjudication volontaire des biens pouvant faire l'objet de préemption par une société d'aménagement foncier et d'établissement rural déterminée sont tenus de les lui offrir préalablement, à l'amiable, deux mois au moins avant la date prévue pour l'adjudication, à l'intérieur des zones délimitées à l'article 1^{er}.

Art. 3. - Le ministre de l'intérieur, le ministre de l'agriculture et de la pêche et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 janvier 2000.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

JEAN GLAVANY

Le ministre de l'intérieur,
JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
JEAN-JACK QUEYRANNE

ZONES DE
PREEMPTION
HORS Z.A.D.

ECHELLE : 1 / 14000

PIECES ANNEXES

2

PROJET APPROUVE

26 OCT 2013

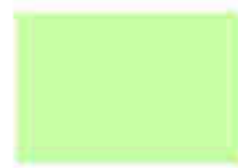
LEGENDE



Droit de Préemption du Département



Droit de Préemption Urbain Renforcé



Droit de Préemption SAFER

NB : Le reste de la Commune est soumis
au droit de préemption urbain (D.P.U.).

